



AGRICULTURE URBAINE EN HAÏTI

Villes de Port-au-Prince et Jérémie (OSRO/HAI/703/CAN)



DÉFIS

Le milieu rural haïtien est déficitaire de toutes formes d'infrastructure. Il existe une insécurité foncière qui décourage souvent tout investissement ou initiative visant à consolider les petites exploitations en des unités beaucoup plus productives et viables. Le financement rural quasi inexistant pour le petit producteur agricole haïtien, le manque d'opportunités et les conditions de vie extrêmement difficiles en milieu rural ont pour conséquence l'exode rural, phénomène accentué par la distribution inéquitable des ressources publiques tendant à favoriser le milieu urbain haïtien.

Cette population rurale qui arrive particulièrement à la capitale, Port-au-Prince, et dans les principales villes du pays, s'établit généralement dans des zones marginales et forment ainsi les « bidonvilles ». Aujourd'hui, plus de 70 pour cent des résidents de Port-au-Prince vivent dans des bidonvilles. Dans ces quartiers, situés à la périphérie des zones urbaines et caractérisés par l'insalubrité et la pauvreté, la situation nutritionnelle et socioéconomique des familles y résidant est alarmante. Il est estimé que deux tiers d'entre elles vivent avec un revenu annuel moyen de mois de 400 USD.

En dépit du fait qu'ils mangent au plus deux fois par jour, les achats de nourriture comptent pour la moitié des dépenses des ménages. Cette situation qui s'est aggravée au fil des ans n'est pas différente de celle des autres quartiers défavorisés du pays. Les enfants sont les principales victimes de la marginalisation et de la vulnérabilité croissante. Les carences en micronutriments sont un problème de santé publique qui a des effets à long-terme sur la capacité de production du pays.



Un potager suspendu dans les bidonvilles de Port au Prince

APPROCHE

Entre novembre 1996 et décembre 1999, l'ONG CARE a mis en œuvre un projet d'horticulture urbaine dans les bidonvilles de Port-au-Prince et certains quartiers des Gonaïves. La technologie développée a été la culture en plein sol ou hors sol dans des conteneurs du type pneus récupérés, paniers de bambou, ustensiles non utilisés avec de la terre mélangée au compost comme substrat.

En janvier 2002, une étude de faisabilité du projet d'appui à l'agriculture périurbaine commanditée par le Ministère de l'agriculture (MARNDR) relevait que la demande de légumes en saison des pluies n'étant pas satisfaite il était nécessaire d'importer de République dominicaine des produits tels que l'ail, l'oignon, la pomme de terre et le mirilton. La FAO, dans le cadre du Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) et du projet TCP/HAI/4510, a en 1998, conduit une étude sur les possibilités de développer l'agriculture urbaine en Haïti en appui aux priorités nationales. Une série de recommandations concernant la sélection de sites et de groupes cibles, les partenaires opérationnels potentiels, les modalités et la stratégie de mise en œuvre des projets d'horticulture urbaine, les sources d'approvisionnement en matériaux et intrants ainsi qu'une estimation de coûts ont été formulées et ont servi de base au projet en cours. Le projet a été rendu

possible grâce à la généreuse contribution du Gouvernement du Canada à travers l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI).



Une journée de formation des écoliers en culture maraîchère

Ainsi, le projet OSRO/HAI/703/CAN intitulé «Agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de Port-au-Prince et de Jérémie», entend contribuer, par le biais de l'agriculture urbaine, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages défavorisés afin d'accroître la disponibilité d'aliments et les possibilités de revenu leur permettant de faire face à leurs nécessités quotidiennes.

Les quartiers défavorisés de Port-au-Prince et Jérémie (département de la Grande Anse) ont été les sites retenus pour cette intervention. Les familles bénéficiaires étaient parmi les plus pauvres et vulnérables, et 80 pour cent d'entre elles étaient des femmes. Le projet s'est appuyé sur les organisations de base œuvrant dans ces quartiers, étant donné les conditions difficiles de sécurité.

Les principaux axes d'intervention étaient : l'horticulture et l'aviculture en cage, ainsi que la formation (formations théoriques et pratiques en potagers, aviculture, alimentation et gestion).

Le projet a utilisé des matériaux de récupération pour permettre à chaque famille – sélectionnée sur la base de sa vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle – d'avoir un potager et ainsi de produire les légumes nécessaires à la couverture d'une partie de ses besoins. Par ailleurs, des petites unités d'élevage de poules, comprenant en moyenne huit poules pondeuses et des cages, ont été distribuées aux familles pour leur permettre de produire des protéines animales afin d'améliorer leur nutrition. Dans chaque quartier sélectionné pour cette intervention, un potager démonstratif a été mis en place, qui a aussi servi de centre de formation.

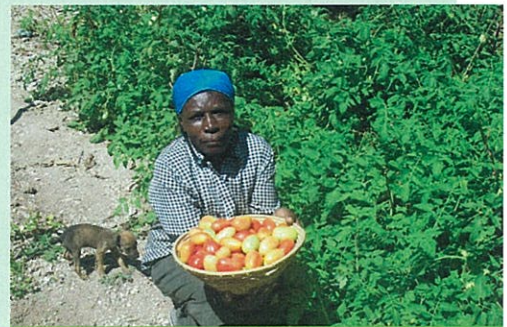
RÉSULTATS

Les résultats sont très encourageants. Le projet a permis à environ 1 600 familles d'avoir un potager et à 1 200 d'entre elles d'avoir une unité d'élevage de poules pondeuses, dans une dizaine de quartiers de Port-au-Prince, Cité Soleil ainsi que dans les quartiers de Jérémie. Les bénéfices immédiats sont : (1) disponibilité en produits frais (légumes ou œufs) pour la consommation et la vente, donc meilleure nutrition et augmentation des revenus ; (2) création d'emplois grâce à l'acquisition de connaissances techniques et de gestion ; (3) impact psychologique de par la valorisation que confère une activité digne et améliorant le bien-être, l'alimentation et l'autonomie.

Les petits jardins potagers familiaux

Des potagers, dont la surface dépend de l'espace disponible, la moyenne étant de 20 m², ont été mis en place dans des espaces variés : toits de maison, terrasses d'école, caisses suspendues, ou emplacement de maison en construction.

Les légumes produits étaient la betterave, l'aubergine, le chou, la carotte, la tomate, le poivron, la blette et le gombo, selon la saison. Cinq campagnes de production de légumes ont déjà été réalisées, notamment grâce à l'apport de semences maraîchères et à l'appui technique de la FAO.



Le panier d'une femme bénéficiaire en milieu urbain

L'établissement de potagers familiaux permet aux familles bénéficiaires de disposer de légumes frais pour la consommation et, dans certains cas, pour la commercialisation et le don.

Cette activité a également renforcé les liens de solidarité entre les familles et a permis de «chasser le stress» comme en témoigne cette bénéficiaire cinquantenaire à Jérémie : « *Jaden an pèmèt mwen chase estrès, mwen pa gen tan pou reflechi sou pwoblèm lavi* » « mon potager me permet de chasser le stress, je n'ai plus de temps de me faire du souci pour les problèmes de la vie (traduction française) ».

Les jardins potagers scolaires

Dans le cadre de cette initiative, les équipes du projet ont travaillé avec des écoles et un orphelinat. Dans cinq écoles participantes, une centaine d'écoliers ont été formés aux techniques de production maraîchères et produisent des légumes dans leur école. A l'orphelinat, les enfants ont également pu produire de manière à couvrir une partie de leurs besoins alimentaires. La transmission des connaissances dès l'enfance est un élément fondamental pour la durabilité de l'initiative.



Des écoliers contemplant leur potager sur le toit de leur école



Production d'œufs durant deux semaines par une unité familiale en ville

Les unités familiales d'élevage de poules pondeuses

Avec une moyenne de 7 à 8 poules par famille, près de 10 000 poules ont été distribuées, permettant à 1 200 familles d'avoir une unité de poules pondeuses.

L'activité d'élevage de poules pondeuses, en plus de répondre à un besoin alimentaire quotidien, a contribué à augmenter le pouvoir d'achat des bénéficiaires grâce au revenu procuré par la vente des œufs. Certains bénéficiaires utilisent des poules indigènes et/ou des dindes pour produire des poussins générant ainsi une valeur ajoutée additionnelle. Cette activité peut-être relativement durable mais reste fragile du fait des épidémies et du coût de remplacement des pondeuses, la capacité de ponte de celles-ci diminuant avec l'âge. Les sessions de formation sur l'hygiène et les mesures de prévention à appliquer au niveau des poulaillers devraient permettre de limiter les problèmes sanitaires.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET LEÇONS APPRISSES

- Des problèmes sévères de sécurité ont été rencontrés dans les zones d'intervention au démarrage du projet en 2007 et au printemps 2008, en raison de violentes manifestations populaires contre la hausse des prix des produits alimentaires ayant entraîné la suspension temporaire des activités. Il faut tenir compte de l'insécurité en milieu urbain dans la mise en œuvre de ce type de projet.
- L'importance de la sélection judicieuse et participative des bénéficiaires les plus pauvres et vulnérables pour éviter les jalousies et les conflits entre voisins. Les Haïtiens ont leurs systèmes de référence pour juger une personne pauvre et vulnérable.

- Le mode d'occupation de l'espace, notamment à Jalousie et Cité Soleil n'a pas toujours permis d'établir des potager de la superficie espérée. Il faut donc se contenter de l'espace disponible en diversifiant les pratiques culturales.
- L'hypothèse de base sur le « self-help » ou le fait de « produire soi-même une partie de son alimentation » a initialement rencontré l'attitude « attentiste » de certaines familles qui préféreraient qu'on leur apporte des vivres sèches plutôt que de s'engager dans la production (attitude de dépendance de l'aide alimentaire à éviter). Mais les séances de sensibilisation ont permis de surmonter les résistances initiales.
- La durabilité des actions dépend de la capacité des bénéficiaires de racheter et de trouver les intrants tels que poules pondeuses, semences de qualité, etc. Sans aide et/ou fonds de roulement, ces intrants sont trop chers sur le marché local.
- Pour être viables, les activités proposées nécessitent suffisamment de temps car elles impliquent une sensibilisation et formation de capacités techniques et organisationnelles des familles bénéficiaires.

PERSPECTIVES

L'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des familles les plus pauvres vivant en milieu urbain et périurbain à travers le maraichage et petit élevage familiale et ou scolaire est un créneau porteur de changement qu'il est important de promouvoir.

De plus ce projet appuie les politiques du gouvernement visant à répondre aux besoins des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

D'autres communautés dans d'autres villes du pays ayant une situation socio-économique très vulnérable et s'apparentant à celle des quartiers ciblés dans le cadre de ce projet ont formulé des demandes à la FAO pour bénéficier d'interventions similaires. Sur la base des leçons apprises, ces actions pourront ainsi être dupliquées et étendues à d'autres zones.



Exposition-vente de légumes frais produits en milieu peri-urbain

Contacts: FAO-Haiti - FAO-HT@fao.org

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie).